

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

19 mai - 31 mai 1970

LE NUMERO :

8^{me} ANNEE — N° 81

0,50 F - 5 F. B.

CAMBODGE

VIVE LA LUTTE ARMÉE A BAS LE TIERSMONDISME

L'intervention des Etats-Unis au Cambodge a fait un certain nombre de victimes, parmi lesquelles on peut espérer trouver le neutralisme et le pacifisme petit-bourgeois. Le Cambodge était en effet le symbole du neutralisme et de la coexistence pacifique (depuis 1963, date à laquelle le gouverne-

ment cambodgien refusa la poursuite de l'aide américaine), rêves d'autant plus séduisants que le Viet-Nam tout proche donnait l'exemple opposé. En fait, l'extension du conflit était inévitable au Cambodge, comme elle le sera au Laos et à la Thaïlande.

La péninsule indochinoise doit être prise dans son ensemble. Ce fut d'ailleurs le problème majeur pour le colonialisme français qui devait maintenir une unité administrative (dont l'impérialisme, lui, n'a que faire) tout en favorisant les différents nationalismes pour se conformer au vieil adage : « Diviser pour régner ». De cette contradiction est née en 1887 l'Union Indochinoise qui regroupait l'Annam (Viet-Nam Sud), le Tonkin (Viet-Nam Nord), le Cambodge (Protectorat depuis 1863) et la Cochinchine, auxquels devaient s'adjoindre en 1893 le Laos et le territoire chinois de Kouang Tchou Wan. Parallèlement à cette unité administrative, le colonialisme développa une certaine infrastructure routière, ferroviaire et portuaire. L'Indochine aurait pu se fonder sur cette entité économique, viable puisque les diverses régions se complétaient : L'Annam et le Cambodge essentiellement agricoles nourrissant le Tonkin plus industriel.

Mais en même temps qu'il accomplissait cette œuvre « positive » destinée à lui faciliter le pillage, le colonialisme français s'est efforcé de dresser les uns contre les autres les multiples ethnies de la péninsule. Cette politique d'appui aux particularismes locaux aurait encore assuré de gras profits à la Métropole si la guerre de 1939-1945 n'avait éclaté.

Cette guerre va marquer la relève du colonialisme traditionnel européen par le « nouveau venu » impérialiste, les Etats-Unis. Pour les colonies d'Asie, cela se traduisit par une accession à l'indépendance nationale qui scella leur morcellement et interdit leur constitution en nations dignes de ce nom, si l'on excepte toutefois l'essor du capitalisme chinois après 1949. En Indochine, les Japonais avaient utilisé (en Birmanie en 40-42 et au Viet-Nam en 44-45) la même méthode que les Français : exalter le nationalisme pour mieux soumettre ; leur action acheva de saper l'influence française. En 1946, avec l'échec de la Fédération Indochinoise et d'Union Française et le bombardement de Haïphong, commence la première guerre d'Indochine qui se termine par la séparation du Viet-Nam en deux Etats lors des accords de Genève de juillet 1954. On présente cette séparation comme temporaire, mais elle s'est révélée si pratique pour les impérialismes en présence qu'elle ne fut plus remise en cause. Quant au Cambodge, il obtint son indépendance en 1949 et sortit de l'Union Française en 1955.

Aujourd'hui, la péninsule indochinoise se présente comme une mosaïque de petits Etats politiquement indépendants, mais absolument incapables d'un développement économique autonome. Au Cambodge par exemple, les industries de transformation sont inexistantes (industries textiles à domicile, distilleries artisanales) et les quelques industries extractives (fer, phosphate) sont de poids négligeable face à un secteur agricole à faible rendement et pléthorique. Chaque Etat recouvre pra-

tiquement une ethnies, c'est-à-dire une unité existant bien avant l'apparition des formes modernes de production et de commerce. Là où il a pu se développer, le capitalisme a précisément fondu les ethnies dans le moule plus vaste, et révolutionnaire à l'époque, de la nation. Au contraire, le sous-développement, lié à l'exploitation impérialiste, oblige l'Etat à se replier sur l'unité raciale, la plus solide quand manque le ciment économique. Cette indépendance-là aggrave encore la sujétion de ces Etats à l'impérialisme.

Les luttes de libération nationale ne peuvent sortir d'elles-mêmes de ce cadre étriqué. La responsabilité en incombe à la passivité mortelle du prolétariat des pays développés depuis la guerre. L'héroïsme le plus grand ne remplace pas cette aide internationale. Même si les Américains se retiraient (ce qui ne semble nullement dans leurs intentions d'ailleurs), la reconstruction de l'Indochine ravagée se ferait avec l'aide chèrement monnayée de la Russie ; l'exploiteur aurait changé, pas l'exploitation.

La libération nationale a aussi ses charognards et d'abord une partie de la bourgeoisie indigène qui

mise sur les maquis (Sihanouk) pendant que le reste soutient les U. S. A. Il faut une bonne dose de naïveté, en effet, pour croire au caractère progressiste de la réunion de quelques potentats jaloux de leur indépendance et surtout de leurs privilèges : « les parties cambodgiennes, laotiennes et sud-vietnamiennes affirment que leurs objectifs de combat sont l'indépendance, la paix, la neutralité et l'interdiction de la présence de troupes étrangères et de bases militaires sur leur territoire » (Conférence de la « gauche » indochinoise).

Les autres charognards sont les tiersmondistes de tout poil qui se servent de la sympathie légitime que le courage des maquisards inspire, pour diffuser (tout-à-fait pacifiquement du reste) le programme démocratique-bourgeois des fronts de libération. Alors que la lutte armée anticipe la voie que devront prendre les prolétaires des métropoles, le programme national et populaire, lui, est enterré depuis 1848.

En un mot, le tiersmondisme est doublement traître car il contribue à retarder l'essor prolétarien dans les pays développés et poignarde ain-

(Suite page 4)

"Résistance populaire" maoïsme et prolétariat

L'article publié dans notre n° 79 — "La violence maoïste au secours du pacifisme P.C.F." — nous a valu une sévère critique de la part d'un abonné. La réponse que nous lui donnons ci-dessous a une portée suffisamment générale pour intéresser nos autres lecteurs.

Le « coup bas » que nous reproche notre correspondant à l'égard de la Gauche prolétarienne, c'est d'avoir implicitement admis la thèse des sabotages entraînant la mort d'homme. « Qu'en savez-vous ? », nous dit-il. On n'en peut, en effet, jamais rien savoir : les conséquences d'actions de ce genre sont, par définition, imprévisibles, ne serait-ce que par la possibilité qu'elles offrent à d'autres que leurs auteurs, pour des raisons qu'il serait superflu d'indiquer, de les prolonger ou de les répéter au-delà de leur but initial.

Accepter cette éventualité, ce n'est pas du tout emboîter le pas aux larbins de l'ordre qui ameulent le public contre les « violences maoïstes ». Une lecture plus attentive ou moins partielle du texte incriminé par notre correspondant l'aurait convaincu que notre principal souci, c'était justement de nous placer résolument hors du terrain qui, en cette affaire, est commun aux accusés et aux accusateurs : celui du débat sur la question de savoir si les accidents survenus sont ou non la conséquence du sabotage d'engins. Nous n'acceptons pas de condamner, quelles que soient leurs conséquences, des actes de révolte ouvrière, d'où qu'ils viennent. C'est notre principe et nous le croyons clair. Nous pensons que la forme prise par cette révolte, telle que l'encourage le maoïsme, n'est pas la bonne et nous expliquerons pourquoi, mais

en aucun cas nous ne renoncions à en rejeter la responsabilité sur le P.C.F. qui, par sa collaboration de classe cynique et par ses capitulations éhontées dans la lutte sociale, ne laisse plus, à des travailleurs exaspérés, d'autres solutions que les « excès » qu'il a ensuite le front de condamner.

Ceci était écrit, mot pour mot, dans notre article et si nous le répétons, c'est pour souligner qu'il s'agit pour nous d'une question de principe : dans le rôle que nous assignons au parti de classe, sa responsabilité est tout autant engagée par le pire que par le meilleur. A la clique de traitres qui usurpent aujourd'hui la place dévolue à ce parti, nous imputons à charge toutes les vicissitudes du mouvement qu'ils ont perverti : les batailles perdues parce qu'ils en ont dissimulé les enseignements, les défaites parce qu'ils s'en sont servis pour préparer des défaites plus grandes encore, la répression parce qu'ils l'ont encouragée, la provocation parce qu'ils l'ont rendue possible. Si cette position est comprise, il faut beaucoup d'aveuglement pour nous lancer à la figure que nous sommes « venus au secours de la sainte alliance flics-révisos » !

Nous ajouterons, par souci d'honnêteté à l'égard de tous nos lecteurs, que nous savons fort bien qu'il n'existe qu'une seule réfutation efficace du reproche qui nous est fait : elle exigerait,

(Suite page 4)

Pourquoi la Russie n'est pas socialiste

VII. - Le faux "communisme" kolkhozien

L'argument central que nous développons depuis le début de cette étude, c'est l'impossibilité du socialisme dans les seules limites de la Russie. Après avoir souligné l'obstacle colossal que représentait, pour le pouvoir prolétarien, l'existence d'un secteur immense de petite production, il nous faut aujourd'hui pénétrer au cœur de l'impudence stalinienne qui prétend avoir triomphé de cet obstacle et instauré le socialisme grâce au système kolkhozien. Nous soutenons que ce qui, en réalité, a triomphé en Russie c'est le capitalisme. Mais les voies qu'il a empruntées, outre qu'elles déconcertent les gens plus soucieux de cataloguer les formes que d'étudier leur contenu, furent celles d'un long compromis économique-social avec la petite production que nous allons essayer d'expliquer.

Ce compromis ne doit pas être attribué à l'inspiration longuement mûrie d'un chef génial, comme l'ont chanté les serviles adulateurs de Staline dans tous les pays, mais aux exigences despotiques de conditions politiques et économiques déterminées qu'on ne peut analyser sans revenir sur la discussion, déjà évoquée dans ces colonnes, du parti bolchevique sur la question agraire. On se souviendra que la gauche de Trotsky accordait la priorité au développement de l'industrie comme préalable indispensable au redressement de l'agriculture, tandis que la droite de Bou-

kharine misait sur l'accumulation de capital par les classes moyennes de la campagne.

Il faut retenir de ce débat la différence catégorique qu'il fait apparaître entre, d'une part les préoccupations de la gauche et de la droite du parti et, d'autre part, celles du centre stalinien. Ce dernier se souciait modérément de la justesse respective des thèses qui s'affrontaient ; ce qui lui importait, en tant qu'expression politique de l'Etat national russe, c'était l'élimination impitoyable de la dernière phalange internationaliste du parti. Le stali-

nisme agissait déjà sur son terrain spécifique : l'abandon de la lutte pour la révolution mondiale, la stabilisation et la consolidation des structures existantes, la transformation du centre de direction révolutionnaire du prolétariat mondial en un pur et simple appareil d'Etat national. Des intentions et ambitions de Staline, ni Trotsky ni Boukharine n'avaient encore pleinement conscience, tant était cruciale, par rapport aux sordides manœuvres du « secrétaire général », l'importance des décisions sur lesquelles ils se divisaient. Il n'en existait aucune qui fût viable si la révolution internationale ne retrouvait son souffle et, dans cette attente, leurs positions respectives prenaient, pour leurs défenseurs passionnés, la forme d'un « tout-pour-le-tout » qui les engageait à l'intransigeance et non à la conciliation. Aux yeux de Trotsky, qui ne voyait de salut que dans une industrialisation énergique, Boukharine, traitreusement utilisé et défendu par Staline, apparaissait comme le défenseur du paysan riche. Pour Boukharine, l'industrialisation prioritaire était lourde de conséquences bureaucratiques et il valait mieux que

l'accumulation de capital, incompatible avec la nature de l'Etat prolétarien, soit confiée à une bourgeoisie rurale dont on viendrait à bout par la suite. L'âpreté de ce conflit entre la gauche et la droite, également acharnées à maintenir les bases économiques les moins défavorables à la dictature du prolétariat, leur cachait à toutes deux la menace qui pesait sur sa base politique et qui venait du centre dont elles sous-estimaient quel danger contre-révolutionnaire il représentait.

C'est bien dans un but politique, en effet, que Staline soutint la « solution Boukharine », le liant par là à la formule liquidatrice du « socialisme en un seul pays ». Le mot d'ordre « Paysans enrichissez-vous » n'eut par contre, sur le plan économique, aucunement le résultat escompté par la droite. Au lieu d'accroître son capital d'exercice, comme l'espérait Boukharine, le paysan moyen se borna à améliorer sa consommation personnelle. La production de grains périclita jusqu'à ce que se profile une nouvelle fois le spectre de la famine dans les villes.

(Suite page 4)

syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU "PROLÉTAIRE"
Organe du Parti Communiste International

N° 11 — 18 mai - 14 juin 1970

Correspondance : " le prolétaire " - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

Pour la lutte révolutionnaire du prolétariat

Prolétaires, Travailleurs !

Il y a 25 ans, à la fin du deuxième carnage impérialiste, la bourgeoisie vous a promis une ère de paix, de bien-être et de progrès. Confirmant les prévisions marxistes, la dure réalité d'aujourd'hui fait éclater ces illusions avec lesquelles on vous enchaînait au capital. Non seulement il n'y a pas eu un jour de paix dans le monde, mais l'aggravation de la concurrence mondiale laisse déjà prévoir une prochaine guerre impérialiste. Ce bien-être qu'on vous promettait pour vous soumettre à l'expansion économique montre son vrai visage : la prospérité du capital signifie la surexploitation du prolétariat, et ses difficultés, la misère. Quant au progrès, l'histoire confirme tous les jours que le capitalisme ne peut « progresser » que vers la crise et les explosions violentes.

La pression accrue du capital sur vos conditions de vie et de travail, les premières secousses annonçant la crise, ont réveillé la lutte des classes. Dans le monde entier les exploités se dressent contre leurs maîtres, les Etats bourgeois : aux grèves en France répondent les luttes en Argentine ; en Suède comme au Japon ou en Italie, en Yougoslavie et en Sibérie comme en Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis, les prolétaires reprennent la lutte. Avant même qu'ils en aient conscience, leur combat tend à reconstituer la grande armée internationale du prolétariat qui lutte pour son émancipation.

Face aux prolétaires se dresse le représentant en chef du capitalisme, l'Etat bourgeois. Qu'il s'avoue fasciste ou se dise démocratique, sa principale fonction est la même partout : assurer le bon fonctionnement de l'économie capitaliste, c'est-à-dire de votre exploitation, garantir l'Ordre bourgeois. Quand les belles promesses ne suffisent plus, il montre les dents. Dans le monde entier, les Démocraties pour lesquelles on vous a fait verser votre sang matraquent, emprisonnent, torturent, massacrent. Dans les pays scandinaves, des milliers d'ouvriers sont condamnés à des amendes pour « grève sauvage ». En Italie, 10.000 ouvriers attendent d'être jugés pour « grève avec violence ». Aux Etats-Unis, c'est à coups de mitraillettes que l'Etat écrase la révolte des prolétaires noirs ou blancs. Partout, votre lutte arrache à la domination bourgeoise démocratique son masque hypocrite d'« intérêt collectif » au-dessus des classes et met à nu son vrai visage : la terreur policière et militaire, la terreur blanche. Une fois de plus se pose dans toute sa clarté l'inéluctable alternative historique : DICTATURE DE LA BOURGEOISIE, MISERE, CRISE ET GUERRE ou DICTATURE DU PROLETARIAT ET COMMUNISME.

Car, comme l'ont affirmé Marx et Lénine, le prolétariat ne peut s'émanciper que par le renversement violent de l'Etat bourgeois, par la destruction de toute sa machine administrative et coercitive, par l'établissement de sa propre dictature, dirigée par le Parti, qui seule pourra briser l'économie capitaliste.

Cette vérité, les faits la confirment chaque jour et vos luttes montrent que vous êtes prêts à vous défendre et même à attaquer votre ennemi, si fort qu'il soit. Mais ces luttes ne se traduisent pas par un renforcement de la classe ouvrière parce que ses organisations sont dirigées par les partis opportunistes qui enlissent la combativité prolé-

rienne dans le marais des réformes démocratiques, instillant l'illusion d'une conquête graduelle et électorale de l'Etat, d'un passage pacifique et national au socialisme, sans heurts et sans révolution.

Ce triste rôle, apanage autrefois des sociaux-démocrates, est assumé en France par le P.C.F. qui, usurpant la glorieuse tradition d'Octobre, louvoie depuis des décennies dans les eaux rances du réformisme. Qu'il suffise de rappeler son rôle en 1944-47 où, installé au gouvernement avec de Gaulle, il vous a fait reconstruire (« la grève est l'arme des trusts ») cette économie nationale qui vous réduit à la misère ; où il a avant tout restauré et renforcé l'autorité de l'Etat bourgeois.

Ce rôle, il continue à l'assumer

Prolétaires, Travailleurs !

Cette perspective mensongère d'une amélioration graduelle de votre sort et d'un passage progressif au socialisme que le réformisme fait miroiter à vos yeux, stérilise forcément votre combat quotidien pour vos conditions de vie et de travail : l'intérêt de l'économie nationale et l'intérêt des prolétaires sont directement opposés : Qui défend l'un ne peut lutter pour l'autre !

Aussi à « l'union de tous les démocrates » fait pendant « l'unité syndicale ». D'instinct vous comprenez la nécessité d'unifier toutes les luttes prolétariennes. Mais cette juste aspiration, la direction opportuniste de la C.G.T. la fausse complètement : au lieu d'unifier effectivement toutes les luttes, sur des

Prolétaires, Travailleurs !

Secoué par la crise, le capitalisme pourrissant ne pourra qu'accroître sa pression sur vous, dans un effort désespéré pour survivre. Il cherchera à vous exploiter toujours davantage et usera toujours plus de violence sanglante si vous essayez de secouer son joug. La lutte sera dure, l'ennemi la conduira sans ménagements. Elle sera d'autant plus dure que vous aurez à combattre non seulement la bourgeoisie et son Etat, mais aussi ses alliés opportunistes.

Vous ne pourrez lutter contre le capital, serait-ce sur le plan le plus immédiat, sans lutter contre ceux qui entravent votre lutte.

Vous ne pourrez lutter contre le patron et l'Etat, sans lutter en même temps contre ceux qui font de votre lutte un objet de « négociations ».

Vous ne pourrez lutter efficacement que pour des revendications

mieux que jamais. En 1968, il a brisé la formidable grève générale, renvoyant chacun à ses revendications de catégorie d'usine ou d'atelier, et détourné tout ce potentiel de lutte vers le risible tournoi électoral.

Aujourd'hui, après avoir rappelé l'Etat à son devoir en demandant au gouvernement « ce qu'il entendait faire contre les factieux », le P.C.F. vous appelle à protester contre la « loi scélérate ». Il se retrouve là au coude à coude avec toute la clique des politiciens bourgeois, S.F.I.O., radicaux, etc., y compris les « bons » U.D.R. : il n'est pas jusqu'aux « gauchistes » qui (comme les anarchistes en 58) ne mêlent leurs voix à ce chœur des démocrates, prouvant par là que sous leurs dehors « extrémistes » ils sont tout aussi réformistes que les autres.

En clamant contre la loi « scélérate », ils veulent vous cacher que TOUTES les lois et institutions bourgeoises servent à la sauvegarde et au « bon » fonctionnement de cette société infâme, et qu'il faudra les briser. En canalisant votre combativité vers la défense de la démocratie, ils veulent empêcher que votre lutte déborde les cadres bourgeois et s'affirme lutte de classe.

revendications unitaires de classe et dans un combat unitaire, elle recherche l'unité avec les syndicats jaunes : la C.F.D.T. et F.O. ; avec ces syndicats dont l'histoire, le programme et le rôle attestent suffisamment le caractère contre-révolutionnaire.

Une telle unité ôterait à la C.G.T. tout caractère de classe, scellerait son passage ouvert au syndicalisme de collaboration de classe — au syndicalisme fasciste — et rendrait encore beaucoup plus difficile l'indispensable organisation de toutes les luttes contre le capital. La marche vers cette unité-là s'insère dans l'offensive générale que la bourgeoisie mène contre vous.

unitaires de classe, en unifiant et en généralisant toutes les luttes partielles jusqu'à la lutte générale pour le pouvoir politique. Il vous faudra pour cela lutter contre les défenseurs de l'intérêt national.

Vous ne pourrez vous battre qu'en chassant les opportunistes de la direction de la C.G.T., en faisant de la C.G.T. un syndicat rouge acquis au communisme.

Votre « droit à la lutte », vous ne pourrez le défendre que par la lutte ; vous ne pourrez défendre votre organisation élémentaire de lutte, le syndicat de classe, qu'en expulsant ceux qui veulent en faire un accessoire de l'Etat démocratique.

Le syndicat n'est jamais « apolitique » : actuellement dans les mains du réformisme, il doit devenir la corroie de transmission du Parti qui relie toutes les luttes partielles à la lutte générale pour le communisme.

C'est à travers ce double combat, contre la bourgeoisie et son Etat et contre l'opportunisme que des couches de plus en plus larges du prolétariat se mobiliseront et s'organiseront pour la lutte révolutionnaire. A travers lui, et à travers lui seul, se constituera l'invincible armée internationale du prolétariat dirigé par son Parti de classe.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

La loi « anti-casseurs » et l'opportunisme

Les organisations de la gauche démocratique, les partis et les syndicats ont timidement protesté contre la loi « anti-casseurs ». Ces organisations ont appelé les travailleurs et « l'opinion publique » à manifester leur mécontentement le mercredi 29 avril en effectuant de courts arrêts de travail en fin de journée et en participant à des meetings au terme desquels ont été votées des motions dénonçant « la loi scélérate » ; quelques défilés ont eu lieu ici et là : c'est un baroud d'honneur et non un combat réel contre la loi.

Qu'avons-nous entendu en effet au cours de ces meetings de la bouche des délégués C.G.T. ? Qu'est-ce qui frappe le plus dans leurs déclarations ?

Nos opportunistes sont surtout horrifiés par l'attentat contre la « légalité républicaine » que représente l'insertion dans le droit français d'une loi aussi « monstrueuse », aussi « scélérate » qui « introduit la notion de responsabilité collective » et « ouvre la porte à l'arbitraire ».

Mais ces respectables messieurs ajoutent aussitôt que

« l'arsenal répressif légal est très suffisamment pourvu », ce qui laisse entendre que le problème est d'ordre essentiellement juridique et admet implicitement la nécessité de la fonction répressive de l'Etat, la « divergence » ne portant que sur les moyens mis à sa disposition pour exercer cette répression, réclamée d'ailleurs il n'y a pas si longtemps par Marchais lui-même dans un discours dans lequel il s'étonnait de la mansuétude du gouvernement vis-à-vis des organisa-

(Suite page 3)

CHEZ LES POSTIERS Critiques sans réponse

Avant le 12 avril dernier, date du Congrès départemental de la Fédération P.T.T. des Bouches-du-Rhône, les syndiqués C.G.T. de la région avaient été invités — même à titre individuel — à formuler tout amendement ou suggestion concernant le rapport de la Commission exécutive adopté en vue de ce Congrès. On trouvera ci-dessous le résumé de la lettre qu'un de nos camarades a adressée dans ce sens aux instances syndicales intéressées. Un mois s'étant écoulé sans qu'elles aient daigné y répondre, nous croyons utile d'en publier l'essentiel. Résumant nos positions générales, ce texte fait justice de l'objection classique qui nous reproche de « critiquer sans jamais rien proposer ». Le silence des dirigeants syndicaux montre qu'en réalité il est des « propositions » qu'ils n'ont aucune hâte d'examiner !

Nous nous bornerons naturellement aux passages les plus importants de la lettre qui avaient trait : 1° aux rapports de la C. G. T. avec les autres centrales syndicales ; 2° aux moyens d'action qu'elle utilise ; 3° aux revendications qu'elle pose, notamment celle de l'échelle mobile des salaires ; 4° à la défense qu'elle veut assumer du « monopole postal » ; 5° à la diminution de la durée de travail.

Concernant le premier point, à propos duquel le rapport de la Commission exécutive disait que la C.G.T. ne prétend pas « posséder entièrement les solutions idéales pour améliorer le sort des travailleurs » et que de là venait « son souci principal de discussion avec les autres organisations syndicales », notre camarade observait que c'était là un aveu de taille : « Cela signifie que notre C. G. T., organisation ouvrière » la plus représentative et la plus traditionnelle du mouvement syndical en France, ne possède pas toutes les solutions au problème de la lutte des classes et doit les rechercher auprès d'organisations dont le rôle avoué et la fonction prouvée sont la collaboration de classe avec le patronat et le gouvernement (à preuve : la signature des contrats de progrès et autres — notamment celui concernant les catégories C et D ; le refus des grèves, etc...) »

A cette attitude de capitulation morale et pratique de la C. G. T. devant les syndicats jaunes, la lettre opposait — citation à l'appui — un passage des Thèses du 3^e Congrès de l'Internationale communiste sur la question syndicale et qui disait : « Il n'y a rien à espérer d'aucune espèce d'entretien avec les chefs de ces syndicats (dans le texte il s'agit de la vieille C. G. T. »

réformiste de Jouhaux, NdR) de même qu'avec ceux des différents partis ouvriers social-démocrates et petits-bourgeois. Contre ceux-là on doit organiser la lutte avec toute son énergie. Mais le seul moyen sûr et victorieux de les combattre consiste à détacher d'eux leurs adeptes et à monter aux ouvriers l'aveugle service d'espions que leurs chefs socialistes rendent au capitalisme. On doit donc, autant que possible, mettre d'abord ces chefs dans une situation où ils seront obligés de se démasquer et les attaquer après ces préparatifs de la façon la plus énergique. »

La lettre commentait ce passage de la façon suivante : « Il est bien évident que ce n'est pas en " demandant des conseils " à ces organisations qu'on peut démasquer leurs chefs, leur arracher leurs adhérents comme le recommande expressément le texte cité. Au contraire, en laissant croire — comme le fait le passage donné plus haut du rapport de la Commission exécutive — que ces organisations peuvent avoir des solutions valables, non seulement on les valorise aux yeux de leurs propres adhérents, mais encore on induit en erreur, à leur sujet, les adhérents mêmes de la C. G. T. »

(Suite page 3)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : le Samedi 23 mai, de 15 à 19 heures ; le Dimanche 31 mai, de 10 à 12 heures, au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^e), Métro Gobelins.
- A MARSEILLE : le Samedi 23 mai, de 15 à 19 heures, au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves.

Qui sont les vrais diviseurs ?

Convoqué par une multitude d'organisations politiques et syndicales, du P.C.F. à la Fédération des parents d'élèves en passant par le Parti Radical, un meeting s'est tenu le 25 avril dernier à Saint-Etienne. Le thème en était la défense de l'enseignement laïque qui avait sans doute été jugé assez général pour rassembler « unitairement » des gens qui n'ont aucun intérêt en commun.

Le fait qu'un certain nombre de militants du S.N.E.S. aient tenté de faire entendre leurs revendications de salariés (revendications qui pouvaient être reprises par tous les salariés de la fonction publique) était tout le contraire d'une division. Les diviseurs sont ceux qui défendent les catégories et la hiérarchie

(l'échelle « mobile » ne rapproche pas les barreaux !), ceux qui sacrifient la défense des conditions de travail et de rémunération sur l'autel de l'« opinion publique », ceux qui s'appuient sur des couches momentanément favorisées et abandonnent à leur sort les plus exploités. Il est très significatif que ces individus-là s'accommodent fort bien de l'opposition complaisante des trotskystes de l'A. J. S. (Alliance des Jeunes pour le Socialisme) qui défila tranquillement sous les mêmes mots d'ordre que les bonzes syndicaux. Par contre leur réaction a été toute différente face à des revendications de classe. Le tract suivant, distribué la semaine qui a suivi le meeting explique les faits à tous les syndiqués enseignants de la Loire :

Le S2 a pris ses responsabilités : prenons les nôtres.

(S2 : Section départementale du SNES - Ndr)

A l'appel du S1 (Section du Lycée - Ndr) du Portail Rouge, des enseignants se sont rassemblés pour défendre dans le meeting du 25 avril, les mots d'ordre suivants :

- A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL,
- UNITE DANS LA LUTTE,
- A BAS LES CATEGORIES,
- TITULARISATION IMMEDIATE DES MAITRES AUXILIAIRES PAR LA GREVE ILLIMITEE.

Dès que nous avons scandé le premier mot d'ordre, le service d'ordre de la C.G.T. s'est jeté violemment sur nous, sur les ordres du S2 qui nous désignait à ses coups.

C'est une nouvelle trahison de nos « responsables » qui sont pacifistes à l'égard de la bourgeoisie et violents face aux militants qui se battent pour des revendications de classe.

C'est la preuve que dès que nous défendons effectivement notre force de travail, nous nous heurtons aux alliés que le pouvoir conserve dans les syndicats.

CAMARADES, LE S2 A PRIS SES RESPONSABILITES, NOUS SAURONS PRENDRE LES NOTRES.

Le bureau de la Section SNES du Portail Rouge et des militants enseignants

La loi « anti-casseurs » et l'opportunisme

(Suite de la page 2)

tions « fascistes de droite et de gauche ». Ainsi donc ces « représentants » du prolétariat ne savent qu'en appeler à « l'opinion » et se placent sous la bannière de la défense des « libertés, des principes républicains et des traditions du droit français » et situent leur « action » sur le plan parlementaire en demandant aux « défenseurs de la liberté dans le pays » d'exprimer dans l'immédiat « cette protestation commune en formant des délégations représentatives qui s'adresseront aux parlementaires dans leurs circonscriptions et aux préfets » !

Ils prennent par surcroît la précaution d'exclure par avance « toute forme d'action qui, loin d'entraîner l'opinion, serait utilisée par le gouvernement pour justifier sa politique » (Appel du 24 avril 1970).

Le Parlement a été tellement impressionné qu'il a voté tranquillement la loi après quelques amendements mineurs. La protestation impuissante des petits-bourgeois légalistes, au milieu desquels le P.C.F. et les bonzes de la C.G.T., ces grands défenseurs de l'ordre, figuraient dignement, ne pouvait obtenir d'autre résultat. La force du gouvernement, c'est avant tout de la complicité de fait des directions politiques et syndicales de la classe ouvrière qu'il la tient !

Poser le problème en termes de classe aurait consisté à reconnaître tout d'abord que la nation française est un pays capitaliste dirigé par un Etat qui ne peut être que

le Conseil d'administration de l'Entreprise France. « L'Etat représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital », écrit Engels, cité par Lénine dans « L'Etat et la Révolution ». Le système juridique dont il se sert pour gouverner le pays, et dont nous connaissons la prétention à l'universalité (tous les citoyens sont égaux devant la loi, etc...), n'est en fait qu'un système d'asservissement des masses travailleuses fonctionnant au bénéfice exclusif de la bourgeoisie.

Grâce à la complicité des propres « représentants des ouvriers », en réalité représentants du capital au sein des ouvriers, il réussit le plus souvent à enfermer ces mêmes masses derrière les barreaux de sa prison légale.

C'est d'ailleurs cette manœuvre qu'une fois de plus les dirigeants opportunistes ont réussi, car appeler les travailleurs à la défense du droit républicain traditionnel, c'est leur demander de lutter (?) pour sauvegarder et perpétuer les lois que la bourgeoisie s'est données pour mieux les river au capital, pour mieux les exploiter, c'est inciter les ouvriers à reconnaître comme leurs lois de l'ennemi de classe, c'est livrer la classe ouvrière pieds et poings liés au capitalisme, car c'est stériliser par avance les luttes ouvrières en leur donnant pour limites la garde-fou que la bourgeoisie a édifiée pour protéger ses intérêts ; c'est finalement chasser la classe ouvrière.

L'attitude des opportunistes revient même au fond à demander aux ouvriers de défendre les lois bourgeoises contre les atteintes que la bourgeoisie elle-même commet contre elles. Il s'agit donc en dernière analyse, pour les opportunistes, de protéger la bourgeoisie contre ses propres excès qui pourraient entraîner une radicalisation des luttes ouvrières. Il est clair qu'une telle position relève du défaitisme et de la collaboration de classe les plus ignobles, car elle tend à renforcer la bourgeoisie au lieu de l'affaiblir.

Le seul chemin à suivre pour les prolétaires doit passer non par la défense, mais par la destruction des lois bourgeoises. Ils n'ont rien à attendre de bon de l'Etat capitaliste qui est par nature leur ennemi. Ils n'ont pas à

demandeur un aménagement en leur faveur des lois de cet Etat. L'Etat le plus démocratique du monde s'est toujours moqué de ses propres lois lorsqu'il s'est agi de réprimer ou d'essayer de réprimer des luttes ouvrières menaçantes. L'appareil juridique n'est qu'un moyen accessible, la police et l'armée n'étant pas là seulement pour faire respecter la loi, mais représentant des formes de répression plus directes quand la loi à elle seule ne suffit plus à contenir la pression des masses.

Quand l'Etat bourgeois recule, ce n'est jamais sous l'effet de motions (signe d'impuissance et de débilité), mais devant la lutte résolue et globale des travailleurs, c'est-à-dire la grève générale. Il n'y avait d'ailleurs pas d'autre moyen si l'on voulait vraiment faire retirer le projet de loi par ses promoteurs bourgeois, car pour contraindre la bourgeoisie à reculer, il n'y a que la force, et la force les ouvriers ne la possèdent vraiment que lorsqu'ils agissent en masse et pour des objectifs de classe, c'est-à-dire anti-bourgeois et non lorsqu'ils font entendre par l'intermédiaire de leurs organisations défaitistes des plaintes désespérées sur la légalité bafouée et des appels belants au parlement.

En vérité les bonzes syndicaux qui sont à la tête de la C. G. T. aujourd'hui étaient bien incapables de conduire le prolétariat à un combat de classe, car ils ont depuis longtemps cessé de se battre sur ce terrain (le seul pourtant sur lequel les prolétaires peuvent vaincre ou même seulement se défendre) pour se placer sur celui de la nation, du droit, en un mot sur le terrain petit-bourgeois, où les questions posées ne concernent pas la classe ouvrière. Et si le prolétariat, encore abusé aujourd'hui, continue de les suivre, il ne fait pas de doute que les luttes qui ne peuvent manquer d'éclater et de s'intensifier sous le poids des contradictions croissantes de l'économie capitaliste, lui permettront de faire l'expérience toujours plus probante de la trahison des chefs syndicaux opportunistes et l'amèneront à les chasser de ses rangs, pour reconstituer, sous la direction de son Parti retrouvé, le syndicat de classe, la C.G.T. rouge.

CRITIQUES SANS RÉPONSE

(Suite de la page 2)

Au sujet des méthodes d'action et des revendications posées, notre camarade écrivait : « Le rapport de la C. E. indique que " c'est l'honneur de la C. G. T. de coordonner les efforts des travailleurs et d'organiser la lutte pour que les travailleurs de France imposent les transformations nécessaires pour atteindre ce but ". Est-ce que les actes de notre organisation syndicale sont en accord avec ces paroles ? Que voyons-nous dans la réalité ? La Fédération P.T.T. C.G.T. lance une grève nationale de 48 heures pour la semaine de 40 heures. Au lieu de nous rallier à ce mouvement (d'efficacité contestable, mais qui avait le mérite d'être un mouvement d'ensemble) à Marseille-Gare, nous faisons de petites grèves locales pour le même objectif ! Drôle de " coordination " ! »

La lettre terminait sur ce point par des propositions précises : « Nous devons lutter en premier lieu pour une augmentation substantielle des salaires, parce que c'est elle qui conditionne toutes les autres revendications. La Fédération des Fonctionnaires a avancé la formule : pas de salaires inférieurs à 100.000 anciens francs par moi. Il faudrait préparer une grande action exclusivement concentrée sur cet objectif. Seulement après avoir obtenu satisfaction sur ce point, nous pourrions revendiquer une diminution importante de la durée du travail (les 40 heures sont nettement insuffisantes alors que la loi qui les consacre a été votée en 1936 !) Sans augmentation substantielle des salaires, en effet, les catégories mal rétribuées sont obligées de faire des heures supplémentaires et le temps gagné par la réduction de la durée du travail, elles sont contraintes de l'utiliser à faire des " californies " (nom donné aux heures supplémentaires dans les Centres de tri, Ndr), ce qui fait qu'en fin de compte, elles passent en-

« core plus de temps au bureau qu'auparavant. Il est bien visible qu'aussi longtemps que ces catégories n'obtiendront pas d'augmentations sérieuses, il ne sera pas possible de lutter contre la pratique des heures supplémentaires dont la disparition, par ailleurs, est le seul moyen de combattre le licenciement des auxiliaires. »

A propos de l'échelle mobile des salaires, la lettre utilisait une formule relevée dans la « Vie Ouvrière », organe C.G.T., selon laquelle, cette mesure « aurait l'avantage de garantir aux salariés leur juste salaire en empêchant la détérioration du pouvoir d'achat par suite de la hausse des prix tout en leur épargnant à eux et à l'économie nationale les inconvénients de la grève. » Notre camarade dénonçait dans cet argument l'aveuglement dont il fait preuve à l'égard de l'Etat bourgeois — c'est-à-dire du défenseur des intérêts du capitalisme — en lui confiant une fonction de réajustement automatique des salaires qui va directement à l'encontre de ces intérêts. « L'échelle mobile — dit — sait la lettre — a toujours été une illusion réformiste, laissant croire aux salariés qu'ils peuvent défendre leurs conditions de vie sans une lutte continue, répétée, toujours accrue. »

Concernant l'affirmation du rapport de la C. E. selon laquelle « la défense de l'unité des P.T.T. c'est l'intérêt du personnel et l'intérêt de l'usager », le texte de notre camarade soulignait « la différence fondamentale qu'il y a entre les intérêts du personnel et ceux de l'usager :

« L'intérêt du personnel, écrivait-il, ne peut être que la meilleure défense de ses conditions de vie et de travail contre le patron, que celui-ci soit l'Etat ou un particulier. L'intérêt de l'usager est diamétralement opposé : pour lui il s'agit d'être servi vite, bien et pas cher. Dans notre société, le seul moyen de lui donner satisfaction c'est d'intensifier l'exploitation du personnel, d'obtenir plus de rendement d'un personnel réduit, travaillant plus vite, tout en étant peu payé. Le rôle du syndicat est de défendre celui qui travaille et non celui qui consomme. Un seul rapport est possible entre le syndicat et l'usager, c'est celui qui consiste à considérer ce dernier, non pas

« en tant que client, mais en tant que salarié qui, dans sa profession, subit lui aussi l'exploitation patronale. Le syndicat de salariés en grève doit dire aux clients ouvriers qui, en tant que consommateurs, sont évidemment contrariés par la grève : vous êtes des prolétaires comme nous et notre lutte n'est qu'un morceau de notre lutte à tous, de la lutte du prolétariat ; que notre combat d'aujourd'hui renforce le vôtre et que votre combat vienne renforcer le nôtre ; que nos luttes, aux uns et aux autres, confluent en une lutte générale contre le capitalisme ! »

Entin, au sujet de la grève menée par certains services, en particulier les Centres de Chèques, en vue de la fermeture des bureaux le samedi, notre camarade terminait par cette suggestion : « Tous les bureaux ou services doivent lutter pour obtenir deux jours de repos par semaine, mais sans fermeture des bureaux le samedi, comme le demande la revendication du personnel des Chèques. Non pas en considération de " l'intérêt de l'usager " (comme le dit F.O.), mais en raison d'un intérêt qui est commun à tous les postiers (et, pour cette raison, ne peut se fonder sur l'opinion exclusive du personnel des Chèques) : si l'Administration s'oriente vers la fermeture des bureaux le samedi, elle fera faire tout le travail de la semaine en 5 jours, c'est-à-dire qu'elle réduira le nombre des agents en conséquence. Au contraire, si le personnel obtient deux jours de repos consécutifs par roulement, à tour de rôle et étalés dans la semaine, elle sera dans l'obligation d'embaucher pour pouvoir assurer les services. »

En conclusion, nous devons dire que notre camarade ne se faisait aucune illusion sur le sort qui serait réservé à sa lettre. Les « amendements » et « suggestions » que les dirigeants de la C. G. T. acceptent sont ceux qui concordent avec leur ligne générale, elle-même en contradiction flagrante avec les principes rappelés ci-dessus. C'était précisément ce qu'il convenait de mettre en évidence, afin de montrer que les travers que nous avons dénoncés à maintes reprises ne sont pas le fait de la maladresse de quelques responsables locaux, mais de toute l'orientation générale de la C. G. T.

Les malpropres...

Après un silence pudique sur la grève des éboueurs, la presse a commencé à s'irriter, à trouver cet amoncellement de détritus envahissant les trottoirs vraiment encombrant. Puis les bons bourgeois se sont indignés : « Il est indispensable que, dans l'intérêt de tous, le conflit trouve une solution rapide » (" Le Figaro " du 23 avril).

Seulement voilà, « l'intérêt de tous », c'est-à-dire l'ordre social qui permet le libre jeu du capital, ce n'est décidément pas l'intérêt de ces travailleurs les plus exploités, éboueurs ou prolétaires dont les tâches sont les plus méprisées par la société : Français, Africains, Portugais ou Espagnols qui effectuent les travaux très pénibles dont personne ne veut plus.

Dans le concert des bourgeois et des opportunistes chantant les merveilles du progrès dans la paix sociale, toute grève dure, sans compromis, est une grossière fausse note car elle est la preuve du refus du prolétariat de croire à ces belles promesses sur son émancipation par le capital. La réponse des éboueurs à tous ces beaux discours, c'est dans la grève elle-même qu'elle se trouve : « En fait, vous nous réduisez à la misère, voilà la réalité. Alors assez de promesses. Nous ne croyons qu'à notre force : n'oubliez pas que sans nous, vous seriez submergés par les simples déchets de votre prétendue société de consommation ».

De même, chaque fois que le prolétariat se bat, rappelant ainsi qu'il est bien le producteur de toute la richesse sociale dont il est privé, il tend à se constituer en classe autonome, pour demain chasser l'opportunisme de ses rangs, intaquer ouvertement sa propre dictature et construire une société réellement nouvelle.

REUNION DE LECTEURS A PARIS

Le Vendredi 12 Juin, à 20 h. 45, à la Rédaction du " prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), 5^e, Métro Gobelins :

Les communistes combattent aussi bien la Démocratie que le Fascisme

(Le présent journal tient lieu d'invitation)

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP. »
1, 3 et 5, boulevard Schœlching
M A R S E I L L E (X^{me})

Distribué par les N. M. P. P.

Maoïsme et prolétariat

(Suite de la 1^{re} page)

non des paroles, mais des actes que nous savons également n'avoir pas la force matérielle d'accomplir. La solidarité de classe à l'égard des ouvriers maoïstes entre dans le cadre de la lutte contre la répression en général. Certains « révolutionnaires » se tirent fort bien de leur faiblesse et de leur impuissance en les dissimulant par la signature de motions ou l'organisation de meetings aux côtés de la gauche démocratique petite-bourgeoise.

A notre avis, mener campagne aux côtés du P.S.U. ou accepter le parrainage de Sartre qui « fait le don de sa personne » à l'extrémisme pour sauver l'honneur de la démocratie, c'est entretenir des illusions qui sont tout aussi meurtrières, pour le mouvement du prolétariat, que les cyniques appels du P.C.F. à la répression bourgeoise. On nous accordera qu'en refusant cette facilité opportuniste, nous n'avons pas choisi la voie la plus commode, surtout si, par surcroît, nous tentons la gageure de défendre les mobiles de classe de la violence maoïste tout en condamnant son idéologie qui ne l'est pas.

Si nous avions une influence réelle, même limitée, sur les ouvriers, nous ferions la preuve qu'une solidarité de classe contre la répression est possible sans rien devoir, ni aux manœuvres de l'opportunisme dominant, ni à l'acceptation des positions maoïstes. En l'absence de cette possibilité, nous devons nous borner à disjoindre ce qu'il y a, dans le maoïsme, de révolte sociale légitime et d'orientation politique erronée. Comme le prouve le second reproche de notre lecteur — « l'indigence de notre critique théorique de la G. P. » — c'est bien ce dernier point qui est l'es-

sentiel, puisque tout ce que nous condamnons des formes d'action des maoïstes est la conséquence directe de leur vision politique aberrante.

Notre correspondant, qui veut bien admettre que, dans le mouvement prolétarien, « tout est à reprendre, non pas en 1945, mais vingt ans plus tôt », nous invite en conséquence à « l'expliquer » aux ouvriers maoïstes, au lieu de les « rebuter », de les « isoler » et de « les renforcer dans leurs erreurs ». La façon dont notre lecteur, pour sa part, compose avec ces erreurs nous persuade que c'est de lui — et de ceux qui pensent de la même façon — qu'il nous faudrait, avant toute autre ambition, nous faire comprendre.

Il s'indigne que nous assimilions la « nouvelle résistance populaire » au « fascisme national du P.C.F. ». Il s'exclame : « Que vient faire le fascisme là-dedans ? » Il nous demande « ce qu'il y a de commun entre le Peuple de la G. P. et la Nation du P. C. F. » et comment on peut identifier « ce que la G. P. retient de la Résistance — essentiellement l'armement populaire — et ce qu'y loue le P.C.F. » Ces interrogations et exclamations nous révèlent la survivance d'une conception que nous pensions bannie des opinions de la jeune génération politique : celle qui condamne la Résistance tout en lui trouvant des aspects « positifs ». S'il est une « indigence théorique », c'est bien dans ce paradoxe qu'il faut la rechercher !

Les mots d'ordre, l'idéologie, ne sont pas des formes dans lesquelles on introduit le contenu que l'on veut. Ceux de « peu-

ple » et de « nation » ne peuvent en avoir d'autre que celui que l'histoire leur a donné. Ces deux termes appartiennent de droit à la révolution bourgeoise. Le premier retrouve peut-être aujourd'hui une certaine consonance « insurrectionnaliste », mais il ne le doit qu'à une sorte d'exotisme politique à l'égard du tiers-monde où cette révolution, par endroit, paraît encore à l'ordre du jour. Le second suggère réformisme et légalité parce que, dans les pays où cette révolution est faite depuis deux siècles, il est le seul subterfuge idéologique qui permette d'en dissimuler les résultats sociaux inéluctables. Mais ni le peuple, ni la nation ne sont des mots d'ordre que le prolétariat pourrait faire siens.

Ce qu'il y a précisément de commun entre la version « populaire » de la Résistance selon l'acceptation maoïste et sa version nationale, patriotique, style P. C. F., c'est qu'elles concernent toutes deux une défaite historique totale du mouvement communiste : la soumission à des symboles bourgeois ensanglantés par un siècle de massacres et de répression, la participation volontaire au carnage impérialiste mondial. La version qui veut n'en retenir que « l'armement du peuple » est en définitive la plus dangereuse : ce qu'elle exalte ce sont précisément les apparences qui dissimulaient aux ouvriers la nature impérialiste d'une guerre qu'ils faisaient sans uniforme, sans encadrement d'une armée régulière. Faire cette concession terminologique à un désastre politique sans précédent dans l'histoire de la classe ouvrière, ce n'est d'ailleurs pas seulement raviver l'illusion criminelle d'une révolution possible à partir d'un massacre patriotique, c'est encore greffer les formules trompeuses d'hier sur la révolte sociale d'aujourd'hui qui, fort heureusement, ne leur doit plus rien.

Ces armes que « les traîtres »

auraient « volées au peuple en 1945 » et que les maoïstes l'invitent « à reprendre » sont des armes qui, aujourd'hui comme hier, ne sont utilisables que contre le prolétariat. Elles ont été forgées sous le signe du chauvinisme et non de l'internationalisme, de la haine du « boche exécré » et non du mot d'ordre « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » ; elles ont rendu impossibles, pour des décennies peut-être, la fraternisation des combattants et le défaitisme révolutionnaire qui sont les seules armes de classe du prolétariat dans la guerre impérialiste. S'en servir à nouveau aurait exactement le même sens et c'est pure folie de penser qu'elles pourraient changer de vertu parce que ceux qui en préconisent l'usage ne sont plus les mêmes ! Que notre correspondant choisisse. Ou bien les dirigeants maoïstes sont des staliniens attardés et la répression qui les frappe ne les lave pas davantage des crimes du stalinisme que la répression, autrement massive, subie par la social-démocratie en son temps du fait du fascisme, ne l'a blanchie des siens. Ou bien ils sont conscients de ce que nous avons dénoncé plus haut et le taisent à des fins de recrutement plus facile et plus rapide, ce qui est encore plus dangereux pour le prolétariat que l'opportunisme flagrant du P.C.F.

Ce que le fascisme vient faire dans notre critique du maoïsme s'explique autant par son idéologie que par son activité pratique. Aucun parti ne peut armer le prolétariat contre le fascisme s'il partage ses fondements idéologiques et pactise avec les classes sur lesquelles ce dernier s'appuie. Ce critère vise la social-démocratie d'hier, le national-communisme d'aujourd'hui, mais aussi les groupements qui dissolvent la révolte sociale d'ouvriers dans le

concept du « peuple », tout en participant par ailleurs au mouvement des fractions agitées de la petite bourgeoisie.

Mais le plus grave danger qui menace la classe ouvrière devant toute offensive bourgeoise, fasciste ou non, c'est la scission de fait qui tend à s'instaurer en son sein entre les catégories qui ont une situation provisoirement tolérable et celles dont la condition plonge dans la misère et l'insécurité. Si cette scission, habilement entretenue par l'opportunisme stalinien, est le fruit de cinquante années d'intoxication réformiste, elle ne trouve pas d'élément plus substantiel, depuis ces dernières années, que la crainte et l'hostilité que suscitent, parmi les catégories moyennes de salariés, les actes de révolte individuelle que le maoïsme théorise. Cette seule raison suffirait à justifier une critique sans indulgence de ce dernier.

Si la révolte qu'il encourage — et pour une bonne part, oriente — est « une force vive » « à redresser », il nous semble difficile d'y parvenir sans une démolition préalable de la direction dans laquelle elle se fourvoie.

Qui songe à nier en effet qu'à l'égard de toutes les révoltes « sauvages », individuelles des ouvriers — maoïstes ou non — notre tâche consiste à les détourner des actions vengeresses contre un seul patron, un seul contremaître, un seul flic pour les engager dans la lutte collective de classe, et que c'est là une condition primordiale si l'on veut éviter que la scission interne évoquée plus haut devienne une réalité irrémédiable ? Notre effort dans ce sens nous dispense d'autant moins de notre critique de fond du maoïsme que, si cet effort rencontrait le moindre succès, il prouverait que cette critique a déjà porté quelque fruit.

VII. - Le faux "communisme" kolkhozien

(Suite de la 1^{re} page)

En janvier 1928, la production de blé, inférieure de 25 % à celle de l'année précédente, accuse un déficit de 2 millions de tonnes. La direction stalinienne du parti et de l'Etat, incontestée depuis que le XV^e Congrès a exclu la gauche, réagit en expédiant des contingents armés dans les villages. Répression et confiscation des stocks alternent avec révoltes paysannes et massacres d'ouvriers dépêchés par le parti dans les campagnes. En avril, les réserves de blé, tant bien que mal, sont reconstituées ; le Comité central fait machine arrière, condamnant les « excès » qu'il a lui-même ordonnés. Peut-on dire, comme le font en toutes langues les catéchismes revêtus de l'imprimatur stalinienne, qu'il s'agit d'une ligne de conduite sagement élaborée ? En réalité, le Comité central agit sous l'effet de la panique et de l'empirisme le plus grossier. Il ne dispose pas — écrit Trotsky — d'une quelconque ligne politique, embrassant même non pas quelques années, mais seulement quelques mois ! En juillet, le Comité central interdit toute saisie de blé, dont il augmente d'ailleurs le prix, tandis qu'il mène une violente campagne contre le koulak, qu'il accuse la droite de défendre. Toujours en juillet — quelques mois à peine nous séparent de la collectivisation forcée qui suivra — Staline s'en prend à « ceux qui pensent que l'exploitation individuelle est au bout de ses forces » et qui, ajoute-t-il, « n'ont rien de commun avec notre parti » ! Bien que le premier plan quinquennal, adopté fin 1929, ne prévoit que 20 % de collectivi-

sation du sol, et seulement pour 1933, l'idée du kolkhoze fait son chemin au sein du Comité central sous cette formule de Matamore : « introduction du communisme dans l'agriculture ».

Attaqué dès avril 1929, Boukharine capitule en novembre sous une avalanche d'insultes, de calomnies et de menaces du plus pur style stalinien. Suivant un concept d'irresponsabilité qui s'est propagé depuis jusqu'à la dernière des cellules de notre P. C. F. national, c'est la droite qui devient le bouc émissaire de l'échec de la formule boukharinienne. La clique qui n'a jamais pu prendre d'autre décision que celle de la répression en sortira auréolée de la découverte d'une « solution » qui n'a rien à voir avec le socialisme : un ensemble de coopératives qui, agissant dans le système du marché, finira par échapper à tout « contrôle et recensement » de l'Etat et qui conjuguera les insuffisances économiques de la petite production et la mentalité rétrograde et réactionnaire du paysan.

Au cours du second semestre de 1929 et durant toute l'année suivante, se réalise, dans un déploiement indescriptible de confusion, d'arbitraire et de violence, ce que le Comité central appelle « dékoulakisation » et « collectivisation ». Il apparaît, ici encore, que la manœuvre politique l'emporte sur l'initiative économique : il s'agit, devant la menace de famine et de troubles, de détourner la haine séculaire du paysan pauvre contre le paysan moyen, et ainsi de passer un cap difficile pour l'existence même de l'Etat. Rien n'est prêt, en effet, pour réaliser cette « collectivisation », pour laquelle il existe en tout et pour tout 7000 tracteurs alors que, selon Staline, il en faudrait 250.000 ! Pour inciter le petit producteur à rejoindre le kolkhoze, on le dispense par ailleurs d'apporter une dotation en bétail : il vend donc ou mange lui-même celui qu'il possède ! Aussi les premiers résultats de la mesure s'avèrent-ils catastrophiques, provoquant, dans certaines régions, une résistance armée des paysans à des fonctionnaires qui « collectivisent » jusqu'aux chaussures et aux lunettes !

(A suivre)

VIVE LA LUTTE ARMÉE

(Suite de la 1^{re} page)

si dans le dos les peuples coloniaux qu'il prétend défendre. Un exemple de cette position nous est fournie par la Ligue communiste : « Ce qu'il faut soutenir c'est avant tout les forces authentiquement socialistes en voie de développement (sic, NdR) dans la mesure où elles expriment dans leur programme et leur action les intérêts historiques de la classe ouvrière et de la paysannerie. Par là pourra s'instaurer dans tout le Sud-Est asiatique une Fédération d'Etats ouvriers qui réalisera les tâches historiques de la dictature du prolétariat » (" Rouge ", n° 61, « Problèmes de stratégie en Asie »).

Le problème du soutien n'a rien à voir avec la situation en Indochine, mais dépend du rapport de force dans les pays capitalistes avancés — sauf si l'on entend soutien au sens stalinien de pétitions et amoules militantes. On peut dire qu'aucun soutien PROLETARIEN NE PEUT VENIR AUJOURD'HUI DES METROPOLES IMPERIALISTES. Ceci est une simple constatation du caractère encore contre-révolutionnaire de la période que nous vivons. Les « forces authentiquement socialistes » ne peuvent avoir qu'un seul sens pour qui se réclame de la position de l'Internationale Communiste sur la question nationale : un parti de classe autonome, fermement armé du programme prolétarien. Comment un tel parti aurait-il pu survivre ou se créer dans un pays sous-développé, alors que ses aînés bien plus puissants (le parti bolchevik par exemple) ont été vaincus par le stalinis-

me ? Pour les trotskystes ce sont les P. C. vietnamien, cambodgien, etc., qui représentent ces organisations de classe ; on connaît pourtant la politique de feu Ho Chi Minh vis-à-vis des trotskystes vietnamiens qui, eux, défendaient des positions internationalistes.

« Les intérêts historiques du prolétariat et de la paysannerie » : la paysannerie a donc des intérêts historiques ? Elle peut donc avoir un parti autonome défendant ces intérêts-là... Pourtant l'expérience russe montre bien qu'il n'en est rien et Trotsky indique fort bien dans la " Révolution permanente " que si un rôle autonome de la paysannerie avait été possible, c'est précisément en Russie qu'elle l'aurait rempli. Il s'appuyait en particulier sur le fait qu'il subsistait des restes de l'ancienne propriété commune du sol et sur le fait que la paysannerie n'était pas encore stabilisée ; or, au Cambodge par exemple, 90 % des paysans sont propriétaires de leurs terres et la classe des salariés agricoles est absente. La formule de Lénine si souvent citée, « Dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », ne décrit rien d'autre que la dictature du prolétariat ayant un certain nombre de tâches à remplir en alliance avec la petite bourgeoisie paysanne du fait de l'arriération du pays, mais elle ne signifie nullement direction politique de la petite-bourgeoisie qui ne peut être qu'une direction bourgeoise comme la contre-révolution stalinienne le prouva d'ailleurs par la suite.

De toutes façons, cette alliance entre prolétariat et paysannerie, la seconde subordonnée strictement au premier, n'est viable et ne peut

aboutir à une issue révolutionnaire que si le prolétariat des pays développés secoue le joug de l'impérialisme « à domicile ». C'était justement la perspective des bolcheviks, avant-garde de la révolution mondiale, qui attendaient la révolution allemande comme la seule possibilité de ne pas succomber aux forces sociales capitalistes comme cela se produisit lorsqu'Octobre resta isolé. Aujourd'hui l'absence de mouvement de classe dans les métropoles ne laisse aucun doute sur l'issue de mouvements nationaux déjà condamnés à l'impuissance par leur programme démocratique-bourgeois d'indépendance nationale, de paix, etc...

Quant à la « Fédération d'Etats Ouvriers », elle reprend le découpage en Etats dont nous avons vu qu'il fut imposé par le colonialisme en proposant timidement qu'ils se fédèrent ! Il ne faut pas froisser la fierté nationale de ces piliers de l'internationalisme prolétarien que sont devenus les princes Sihanouk, Souphanouvong, etc. « Etats ouvriers » comme l'U.R.S.S. ou la Chine, qui présentent tous les caractères du mercantilisme capitaliste, mais que les trotskystes appellent socialistes par commodité ou pour se reconforter ; il est certain que l'auteur de l'article entend par « tâches historiques de la dictature du prolétariat » précisément ce qui lui fait dire que l'U.R.S.S. et la Chine sont socialistes : planification, industrialisation, développement des forces productives, en bref accumulation du capital et non pas socialisme !

Au demeurant, l'Indochine est à l'heure actuelle bien incapable de mener à bien même ces tâches bourgeoises, car n'entre pas dans le marché qui veut ; si la Chine a arraché sa place au soleil — concrétisée aujourd'hui par son armement atomique — c'est parce qu'elle avait les ressources humaines et physiques d'une part, et surtout parce que la fin de la seconde guerre mondiale fit vaciller quelque temps l'encadrement impérialiste.

Aujourd'hui l'impérialisme russo-américain fait bonne garde, le Cambodge et la Tchécoslovaquie en témoignent. Ce ne sont pas les quatre étudiants pacifistes tués ni les prudentes déclarations de Moscou et de Pékin qui sont susceptibles de faire reculer le plus puissant des impérialismes. Une seule force peut s'y opposer : le prolétariat international dont la reconstitution en classe exige qu'il passe sur les cadavres du neutralisme, du pacifisme et des voies nationales tiers-mondistes.

Correspondance :

« le prolétaire »
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert.

Versements :

« le prolétaire »
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :

« le prolétaire »
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)
« programme communiste »
et « le prolétaire »
1 an : 25 F (250 FB)

1er MAI A PARIS : Les flics étaient derrière... et devant

Le défilé de la République à la Bastille a montré comment, en pratique, les bonzes de la C. G. T. entendent lutter contre la « loi scélérate ». En démontrant d'abord que, de leur côté, aucune menace contre l'ordre établi n'est à craindre, un service d'ordre efficace était chargé de prouver que les bonzes syndicaux font mieux encore que les flics professionnels.

Ensuite, en désignant à la police ceux qu'elle devait frapper : « Les casseurs sont derrière » (sous-entendu, nous, nous sommes d'honnêtes citoyens respectueux de la Loi et de la Sainte Propriété) ! Enfin, en participant activement à la provocation policière qui enferma les gauchistes sur la place de la Bastille, le service d'ordre C.G.T. ayant gentiment cédé sa place aux cordons de police.

En l'espace de quelques semaines, on a donc vu Marchais pleurer dans le gilet de Chaban-Delmas parce qu'on lui avait « cassé » son musée ; Ballanger s'empiffrer chez Pompidou ; le service d'ordre de Séguy donner aimablement un coup de main aux gardes mobiles. Au fait, qu'appelle-t-on « provocateurs » au P.C.F. et chez les bureaucrates syndicaux ?